

LYON CAPITALE DU CRIME 1890-1935

ENQUÊTES, AVEUX ET CONDAMNATIONS

AMOS FRAPPA
SOUS LA DIRECTION DE NICOLAS DELESTRE



Découverte en 1943 du cadavre d'Aimé Chazard, directeur de l'entreprise d'acières spéciaux CLARAG. Membre du Parti Populaire Français et collaborationniste notoire, il est tué à bout portant au 246 de la rue Duguesclin. Le médecin légiste ne relèvera pas moins de cinq balles dans le corps.

LYON CAPITALE DU CRIME 1890-1935

ENQUÊTES, AVEUX ET CONDAMNATIONS

AMOS FRAPPA
SOUS LA DIRECTION DE NICOLAS DELESTRE

LYON, CAPITALE DU CRIME 1890-1935



Cliché pris dans l'entre-deux-guerres, sans aucune indication quant à l'affaire ou le lieu.
Rares sont les sourires affichés par les forces de l'ordre sur les photographies judiciaires.

PRÉFACE ARNAUD- DOMINIQUE HOUTE, PROFESSEUR À SORBONNE UNIVERSITÉ

Quand on évoque la France de la toute fin du xix^e siècle et du premier tiers du xx^e siècle, on cite souvent des images de fête et d'insouciance dont témoigne la manière de nommer les années 1900 (« la Belle Époque ») ou les années 1920 (« les Années Folles »). Sauf à ne rien connaître de l'histoire « avec sa grande hache » (comme disait Georges Perec avec son tranchant sens de la poésie), on sait, bien sûr, que tout cela finira mal, par une crise économique et deux guerres mondiales. On n'ignore pas non plus que les inégalités et la précarité de la vie ouvrière ternissent un bonheur qui n'est pas très bien partagé. Mais qu'importe : on peut croire que les contemporains ont bien profité, un moment au moins, des bals populaires, de la tour Eiffel flambant neuve, des premières salles de cinéma, des courses cyclistes, des fêtes

de la victoire et des congés payés. Après tout, on ne peut pas être malheureux tout le temps !

Mais la joie n'empêche pas l'inquiétude, et pas seulement quand on entrevoit Hitler à l'horizon, vision de cauchemar, mais aussi quand on pense aux pickpockets cachés dans la foule, aux bagarreurs qui gâchent la fête, aux assassins qui rôdent dans les rues. À lire les journaux d'époque, on est frappé, en effet, de l'ampleur donnée aux faits divers. La petite délinquance du quotidien remplit les colonnes des actualités locales, les crimes font la une, et les affaires les plus mystérieuses le succès des feuilletons quotidiens. Comme l'écrit dès 1907 un chroniqueur parisien, « l'insécurité est à la mode ». Il faut dire que les entrepreneurs de presse ont compris que le crime faisait vendre. Depuis les années 1860, les journaux sont moins chers ; ils ont donc dû trouver un lectorat plus nombreux et construire un nouveau modèle économique qui repose sur une large diffusion et sur la publicité. Cela tombe bien, puisque les Français vont de plus en plus à l'école (gratuite, obligatoire et laïque à partir des lois Ferry de 1881-1882). Alors on leur donne à lire (et à discuter) des faits divers, puisqu'ils semblent s'en enticher, et toutes les leçons morales qui vont avec : l'enquête policière élucide le crime et confond le coupable ; la science est au service de l'investigation ; l'avenir est à la police scientifique dont les développements condamneront bientôt les délinquants à l'échec. On peut jouer avec les peurs, mais il faut tout de même rassurer les bons citoyens et conforter l'ordre public.

Cette histoire-là, les historiens la prennent au sérieux. Au-delà du charme macabre que l'on peut trouver dans la fréquentation de *cold cases* très refroidis, au-delà des découvertes qui restent à faire et qui sont le fruit des questions du présent (par exemple sur l'incapacité de cette époque à identifier les « féminicides », traités comme d'excusables « crimes passionnels »), les chercheurs trouvent ici une formidable fenêtre sur la vie quotidienne des sociétés. Les juges par leurs interrogatoires, les policiers par leurs procès-verbaux, les experts par leurs photographies de scènes du crime, sont des témoins d'une exceptionnelle précision quand on cherche à savoir comment vivaient

PRÉFACE

les gens, dans toute leur diversité sociale, avec leurs espoirs, leurs angoisses, leurs obsessions et leurs secrets.

Depuis une vingtaine d'années, de nombreux chercheurs ont exploré ces faits divers en s'intéressant surtout aux capitales du crime. Paris, la ville de Casque d'Or et des « apaches » qui se disputent ses charmes, devenue le terrain d'affrontement des gangsters (« Gangsland », écrit Georges Simenon, fin connaisseur de la faune criminelle). Marseille, son port riche en trafics et en bandits auxquels le cinéma donnera les traits de vedettes (Jean-Paul Belmondo et Alain Delon dans le film de Jacques Deray, *Borsalino*). On connaît moins le cas de Lyon : jusqu'au milieu du XIX^e siècle, c'était la ville des canuts et des révoltes sociales, si inquiétante pour le pouvoir qu'on la flanque dès 1851 d'une police d'État. Si elle tient ensuite une place moins centrale dans l'imaginaire de la déviance, elle subit son lot de crimes, comme le prouve la sélection d'affaires présentées dans ce livre par Amos Frappa. Elle est surtout la ville des criminologues et des premiers policiers scientifiques, de Lacassagne à Locard, et cette particularité en fait une véritable capitale policière, pas seulement pour la France mais aussi à l'échelle internationale. Ce n'est pas le moindre intérêt du beau livre que vous vous apprêtez à lire et qui témoigne de la fécondité d'une histoire criminelle attentive au local autant qu'ouverte au monde.



Cliché d'un trauma crânien pris dans l'entre-deux-guerres
à l'Institut médico-légal de Lyon. Affaire inconnue.

INTRODUCTION

En exhument le gang des Lyonnais de la mémoire collective en 2011, Olivier Marchal rappelait combien cette bande originaire de la Croix-Rousse avait troublé une France des années 1970 engoncée dans ses certitudes sécuritaires gaullistes. Surtout, il réactivait sans le vouloir – ni forcément le savoir – le vieux mythe d'une ville barycentre de la déviance. Un mythe forgé sous la Révolution française puis ciselé sous la monarchie de Juillet, le Second Empire et la III^e République par ceux qui, garants du bon ordre public, légitimaient ainsi leur propre action. L'étude du crime passe donc immanquablement par celle de la police, notamment scientifique.

Autre positionnement de ce livre, celui de jouer sur les échelles. Un impératif, la notion de capitale prêtant à discussion. Au niveau national, Céline Régnard n'a-t-elle pas démontré que Marseille devient la véritable capitale du crime début xx^e ? Dans sa thèse, elle déjoue les chausse-trappes mémorielles : cela ne viendrait pas d'un ralentissement économique, les étrangers alimenteraient peu le crime, enfin, loin d'être des oies blanches, les Marseillaises auraient clairement participé à la hausse de la

délinquance. À l'échelle mondiale en revanche, c'est Chicago qui passe pour le mistigri du crime, ombrageant la délinquance française.

Le choix de traiter les dossiers peu connus mérite également une clarification. Des douze causes bénéficiant d'un grand angle, seule la dernière eut un retentissement majeur. « Tous les détails de cette affaire ont été publiés dans toute la France », assène le juge à l'accusé. Seulement, le crime de Bourgeat fut vite oublié. Comment l'expliquer ? Chroniqueurs, magistrats, policiers ou encore médecins assurent la postérité des procès, tel l'avocat lillois Philippe Kah dans *Aux enfers du crime*¹ publié en 1930. Or, leur sélection est une reconstruction sujette à débat, les critères relevant rarement de l'intérêt scientifique.

Cet ouvrage, dans la lignée des *Crimes à la une* dans lequel Pierre Piazza décortique les affaires parisiennes, se fonde sur un formidable corpus photographique mis en valeur par Nicolas Delestre. Préservé des outrages du temps grâce au travail de conservation mené par Louis Faivre d'Arcier et Bruno Galland – directeurs des archives municipales et départementales –, il émane de divers services. Facultés de médecine, prisons, parquets, Sûretés, services anthropométriques, laboratoires de police ou encore brigades mobiles produisent les visuels du crime, d'où leur inégale qualité mais aussi remarquable hétérogénéité.

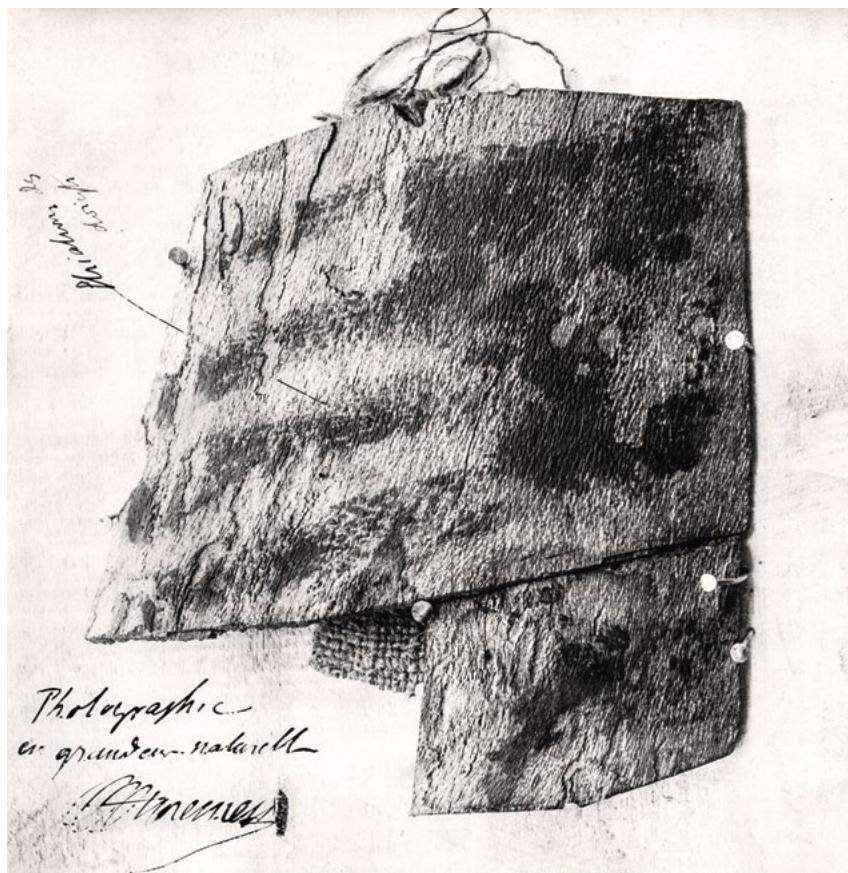
1. Lille, Mercure de Flandre.

INTRODUCTION



Couloir du laboratoire de police de Lyon dans lequel est installée la chaise Bertillon. On distingue à l'extrême gauche quelques photographies développées pour agrémenter les rapports judiciaires. Les toiles de fortune tendues sous la verrière permettent de ne pas inonder de lumière cette partie du laboratoire.

PARTIE 1 UNE VÉRITABLE CAPITALE ?



Lors d'un meurtre commis en 1897 vers Chessy-les-Mines, au Nord-Ouest de Lyon, une trace de main ensanglantée est découverte sur une écorce d'arbre. Elle est prélevée, analysée au laboratoire de médecine légale de Lyon et exploitée lors du procès pour confondre l'un des deux coupables.

UNE SCIENCE JUDICIAIRE PRÉCOCE

La série *Paris police 1900* et ses avatars alimentent l'idée que tout ou presque serait né au bord de la Seine en matière de police scientifique. La plongée dans les archives lyonnaises du XIX^e siècle impose de revoir de fond en comble cette impression. Pour commencer, la modernité policière ne campe pas dans la capitale, tant s'en faut. Vidocq, figure de proue de l'audace parisienne sous Napoléon, car ancien bagnard devenu policier, possède un *alter ego* lyonnais nommé François Rousset. Tout comme le « prince des voleurs », la « terreur des voleurs » chapeaute entre Rhône et Saône une petite brigade dédiée aux crimes. Si le service officieux de Vidocq œuvre en 1812 et celui officiel de Rousset, à partir de 1819, les papiers lyonnais révèlent l'existence d'un prédecesseur – le commissaire Garnier – installé dans ses fonctions dès 1805 avant d'être muté au Havre en 1808. Les autres villes françaises, Marseille et Nantes au premier chef, ne s'équipent d'une police judiciaire qu'à partir des années 1840. L'extrême vigilance des autorités lyonnaises pour le maintien de l'ordre s'explique par l'histoire politique heurtée de la ville. Levée d'armes royaliste de 1793, double révolte des canuts – les ouvriers de la soie – en 1831 puis 1834, proclamation de la République de 1870... il faut donc surveiller la cité de près.



Le corps de Julie Marquet expertisé au laboratoire de médecine légale de Lyon en 1895.

La précocité lyonnaise est également scientifique. La ville devient alors un pôle médical majeur. Non pas qu'elle ait été inexistante auparavant, l'invention de la seringue par le chirurgien lyonnais Pravaz en 1852 le rappelle. Seulement, cette cité ne jouait pas les premiers rôles. Ainsi, pendant une bonne partie du XIX^e siècle, seules trois facultés de médecine pouvaient décerner le doctorat : Paris, Strasbourg et Montpellier. Nombre d'étudiants lyonnais partaient donc après l'officiat. Or, en 1874, l'État, le conseil municipal et l'école préparatoire de médecine s'accordent pour fonder une faculté mixte de médecine et de pharmacie. Dès lors, les moyens mis à disposition changent. Les hospices civils de Lyon s'engagent par exemple à fournir à la nouvelle faculté au moins mille cadavres par an. Voilà pourquoi un certain Lacassagne vient postuler à la chaire de médecine légale en 1880. Parallèlement, un drame national renforce cette vocation médicale : la perte de l'Alsace-Moselle en 1871. L'école de santé militaire de Strasbourg est transférée à Lyon, la première promotion de santards arrivant en 1888.

1. UNE VÉRITABLE CAPITALE ?



Le corps de Marguerite Duplan expertisé au laboratoire de médecine légale de Lyon en juillet 1892.

Dès lors, tout est réuni pour favoriser l'inventivité des enquêtes. Les forces de police trouvent dans les scientifiques des partenaires de choix. La mise en place du laboratoire de médecine légale de Lacassagne en 1880 cristallise cette réussite. Avec sa batterie d'étudiants formés chaque année à la médecine judiciaire, ce médecin militaire se distingue devant les tribunaux. Il présente des clichés éloquents quant aux crimes, aidé par le photographe Alphonse Bernoud. Dans les années 1890, il immortalise Julie Marquet, lingère iséroise morte entre les mains d'une faiseuse d'anges, l'avortement étant alors prohibé. Dans une autre affaire, le meurtre de Marguerite Duplan, il fixe l'image de la gorge tranchée à coups de serpette. Le coupable



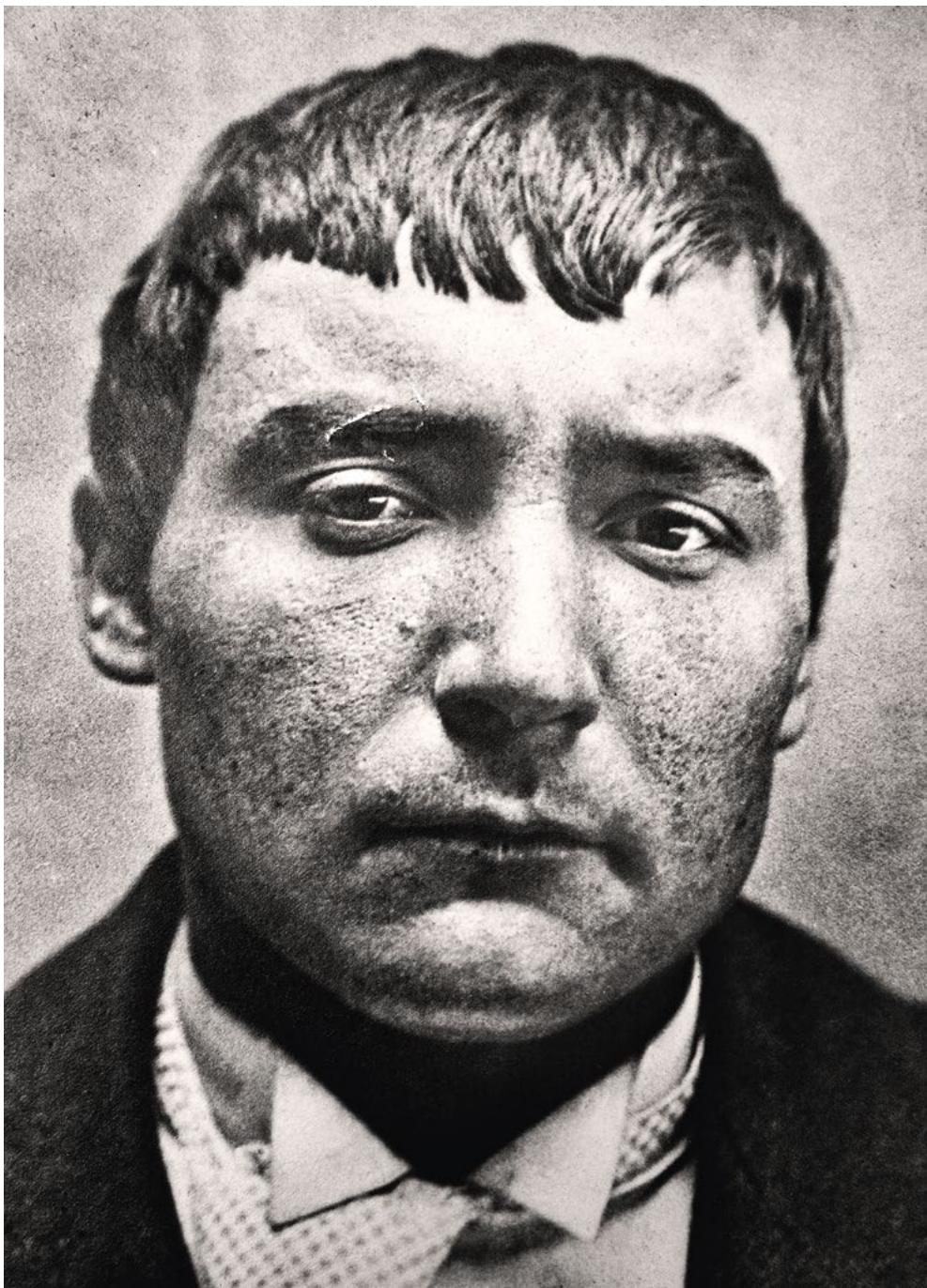
Protection
aléatoire de la
scène de crime
lors du meurtre
de l'ouvrier
Germain Marcy
dans le quartier
des Charpennes
en avril 1909.

n'est autre que son mari qui l'accusait à tort d'être infidèle. Un expert est même mandaté pour vérifier les moeurs dissolues de la victime. Ces multiples expériences finissent par toucher la police par capillarité. En 1909, le commissaire des Charpennes Degoutte décide de sa propre initiative de photographier un corps découvert dans son quartier.

Cette mise en perspective historique mérite évidemment des nuances. Lacassagne ne se résume pas à la technique photographique, si moderne soit-elle. Il est surtout un oeil affûté, capable d'ériger un détail en preuve irréfutable. Lors de l'affaire Foucherand en 1899, il trouve dans les excréments laissés sur le lit de la victime un parasite rare. S'appuyant sur l'entomologie médico-légale, il identifiera Gaumet qui, admiratif, lui léguera son corps avant de passer sur l'échafaud.

En outre, il serait erroné de considérer Lacassagne comme l'unique pionnier de la police scientifique. Dans les années 1860, le chimiste Ferrand se rend déjà indispensable auprès des magistrats lyonnais. Il n'assure aucune charge enseignante, que ce soit à l'époque de l'école secondaire de médecine ou lors de la création

1. UNE VÉRITABLE CAPITALE ?



Émile Nougrier, meneur de la bande ayant assassiné la tenancière d'un bistro dans le quartier de la Villette en décembre 1898. Il sera guillotiné le 9 février 1900.

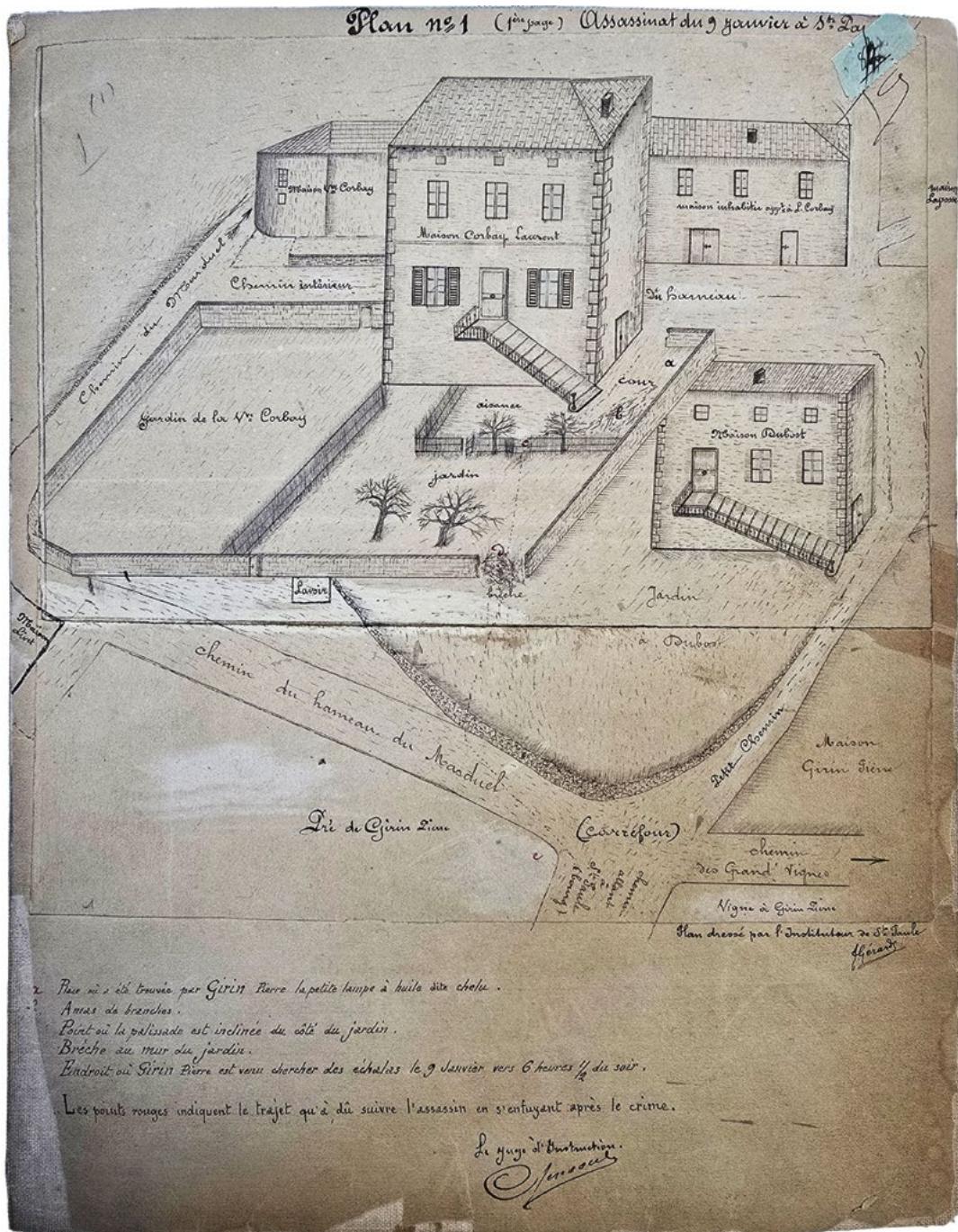
de la faculté mixte. Il côtoie certes ses confrères universitaires mais travaille rarement avec eux. Si en 1872, à la demande du juge instruisant l'affaire Patricot, il collabore avec le médecin légiste Gromier pour étudier des tissus ensanglantés, il exerce habituellement seul dans son laboratoire de la rue impériale devenue ensuite rue de la République. Dix ans plus tard, lors du procès Couty, il ne fait que croiser la route de Lacassagne, commis lui aussi pour expertiser l'état mental de l'inculpé.

Que dire enfin du contexte politique lyonnais si dangereux qu'il aurait favorisé l'émergence d'une police scientifique ? À la lumière des cas parisien et lausannois défrichés par Pierre Piazza et Nicolas Quinche, on pourrait légitimement considérer les attentats anarchistes de la fin du XIX^e comme des catalyseurs : dans ces deux villes, les troubles politiques auraient accéléré la mise en place de techniques scientifiques. Touchée précocement avec l'attentat de l'Assommoir en 1882 puisque plaque tournante de l'anarchisme avec Genève et Londres, la ville de Lyon se sert de son laboratoire municipal de chimie pour expertiser les reliquats d'explosifs. Créé en 1883 pour détecter les fraudes alimentaires, il ouvre rapidement son champ de compétence à la criminalistique. Mais quand Locard – élève de Lacassagne – fonde un laboratoire de police en 1910, cette institution municipale perd toute compétence criminelle. L'anarchisme lyonnais n'a donc pas enfanté la police scientifique.

AFFAIRE ROCHE : MEURTRE – JANVIER 1891

Le 11 janvier 1891, inquiets de ne plus voir déambuler leur voisin Laurent Corbay, un « vieillard de 71 ans », les habitants de Mardue – petit hameau niché au cœur du Beaujolais – se signalent au garde champêtre. Accompagné du maire, celui-ci découvre alors au fond de la cuisine un cadavre recroqueillé sur lui-même, baignant dans son sang. Selon le docteur Besançon chargé de la levée de corps, l'assassin se serait servi d'une grosse pierre pour assommer sa victime, l'achevant sauvagement à coups de talon dans le visage. Nul besoin de s'interroger sur le mobile du crime, les poches de Corbay ayant été retournées et les chambres du premier étage fouillées. Seulement, le coupable n'a pas réussi

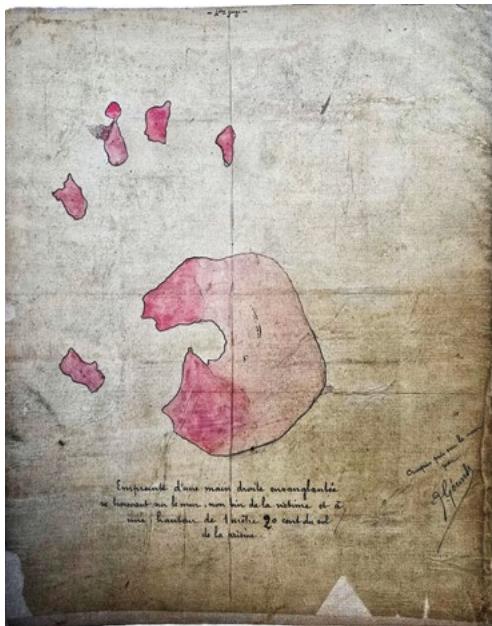
1. UNE VÉRITABLE CAPITALE ?



- 2 Rue où a été trouvée par Girin Pierre la petite lampe à huile déchue.
- Amas de branches.
- Point où la palissade est inclinée du côté du jardin.
- Breche au mur du jardin.
- Lieu où Girin Pierre est venu chercher des échelles le 9 Janvier vers 6 heures $\frac{1}{2}$ du soir.
- Les points rouges indiquent le trajet qu'à dû suivre l'assassin en s'enfugant après le crime.

Plan de la maison du crime de l'affaire Roche en 1891.
Il est dressé par l'instituteur du village.

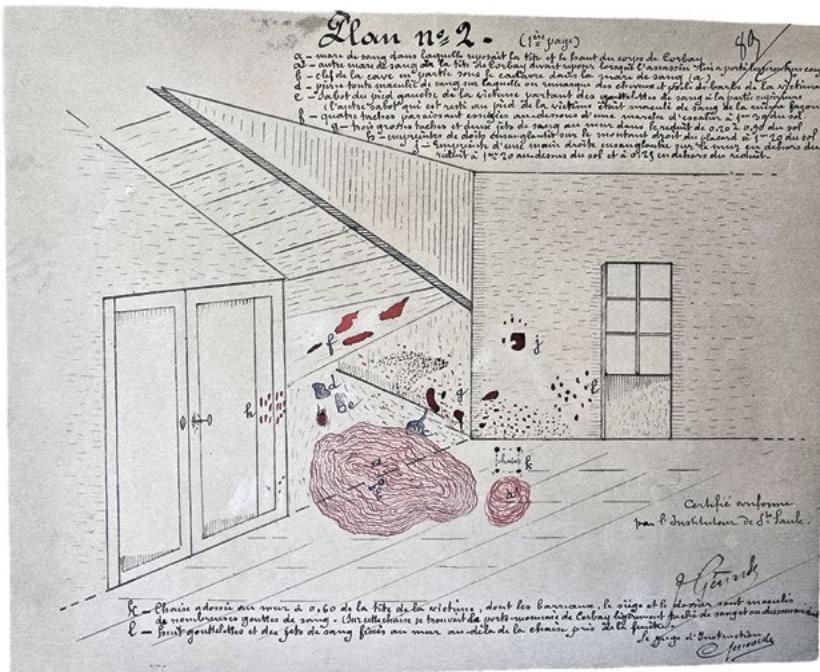
LYON, CAPITALE DU CRIME 1890-1935



Croquis de la trace de main ensanglantée retrouvée sur un mur dans l'affaire Roche. L'objectif est de comparer la taille et la forme des parties saillantes.



Photographie de la main du suspect Benoît Roche, elle correspond en tout point au croquis relevé sur la scène de crime.



Plan de la pièce dans laquelle a eu lieu le meurtre dans l'affaire Roche. Les traces de sang figurent en rouge.

1. UNE VÉRITABLE CAPITALE ?

à mettre la main sur les 965 francs dissimulés dans la cave, ne trouvant que des titres au porteur et obligations notariées. En revanche, il a laissé des empreintes palmaires sanglantes parfaitement nettes avec « cette particularité que le pouce était très court ». L'enquête démontrera que l'assassin, Benoît Roche, venait tout juste d'obtenir une promesse de mariage en faisant miroiter à sa belle-famille une somme de 2 500 francs qu'il prétendait détenir. Pour parachever l'illusion, ce domestique est même allé jusqu'à acquérir un petit café à Neuville-sur-Saône. Le meurtre accompli, Roche est rentré chez sa logeuse avec des vêtements ensanglantés, ce qui n'a pas manqué d'éveiller ses soupçons.

Sa défense en carton-pâte – il se serait écorché le visage en cherchant son chapeau et aurait taché ses vêtements en aidant à retourner un porc sur le marché du Bois-d'Oingt – est aisément balayée par les preuves scientifiques. Sur le pantalon en velours de l'accusé, le chimiste Ferrand retrouve des cheveux et des poils de barbe de Corbay. Au premier étage, sur plusieurs vêtements, les marques sanglantes ont la forme des clous des bottes de l'accusé. La principale trace palmaire ne sert donc que de hors-d'œuvre, la conviction judiciaire étant par ailleurs nettement acquise. Bien heureusement, serait-on tenté de dire, car le docteur Besançon se heurte à plusieurs difficultés. La main, légèrement recroquevillée, se trouve déformée par un léger glissement du meurtrier. Surtout, la grossièreté de l'enduit du mur empêche toute netteté, on n'y remarque donc « aucun détail des plis de la peau ». Le médecin doit se contenter de mesurer la trace sanglante, le calque étant réalisé par l'instituteur du village. Le 30 mai 1891, la cour se prononce en faveur de la culpabilité de Roche, lui accordant néanmoins les circonstances atténuantes.

FOCUS TECHNIQUE : LES POUSSIÈRES

Elles deviennent un point d'intérêt policier dans les années 1890 avec Hans Gross. Dans son *Manuel du juge d'instruction judiciaire*¹, ce magistrat autrichien relate plusieurs affaires lors desquelles les vêtements et instruments des malfaiteurs auraient ainsi révélé

1. Paris, Marchal & Billard, 1899, 2 vol.

des secrets décisifs. Au même moment, Conan Doyle exploite cette piste dans ses *Sherlock Holmes*. Il faut néanmoins attendre l'après-guerre pour voir la communauté scientifique se saisir à bras-le-corps de la question dans deux directions : l'examen microscopique et la chimie. Séverin Icard à Marseille, Georges Vuillemin à Nancy ou encore Georg Popp du côté allemand exploitent le sujet, le premier analysant la poussière retenue dans le cérumen. Locard se distingue néanmoins de ses confrères par le principe d'échange qu'il en déduit, toujours essentiel aujourd'hui en police scientifique. Son élève Söderman prolongera logiquement ses recherches, mettant au point avec Josef Heuberger de l'entreprise suédoise Electrolux un aspirateur à poussière criminalistique en 1931.

FIGURES DE LA POLICE SCIENTIFIQUE

1. **ÉTIENNE FERRAND (1817-1892)**

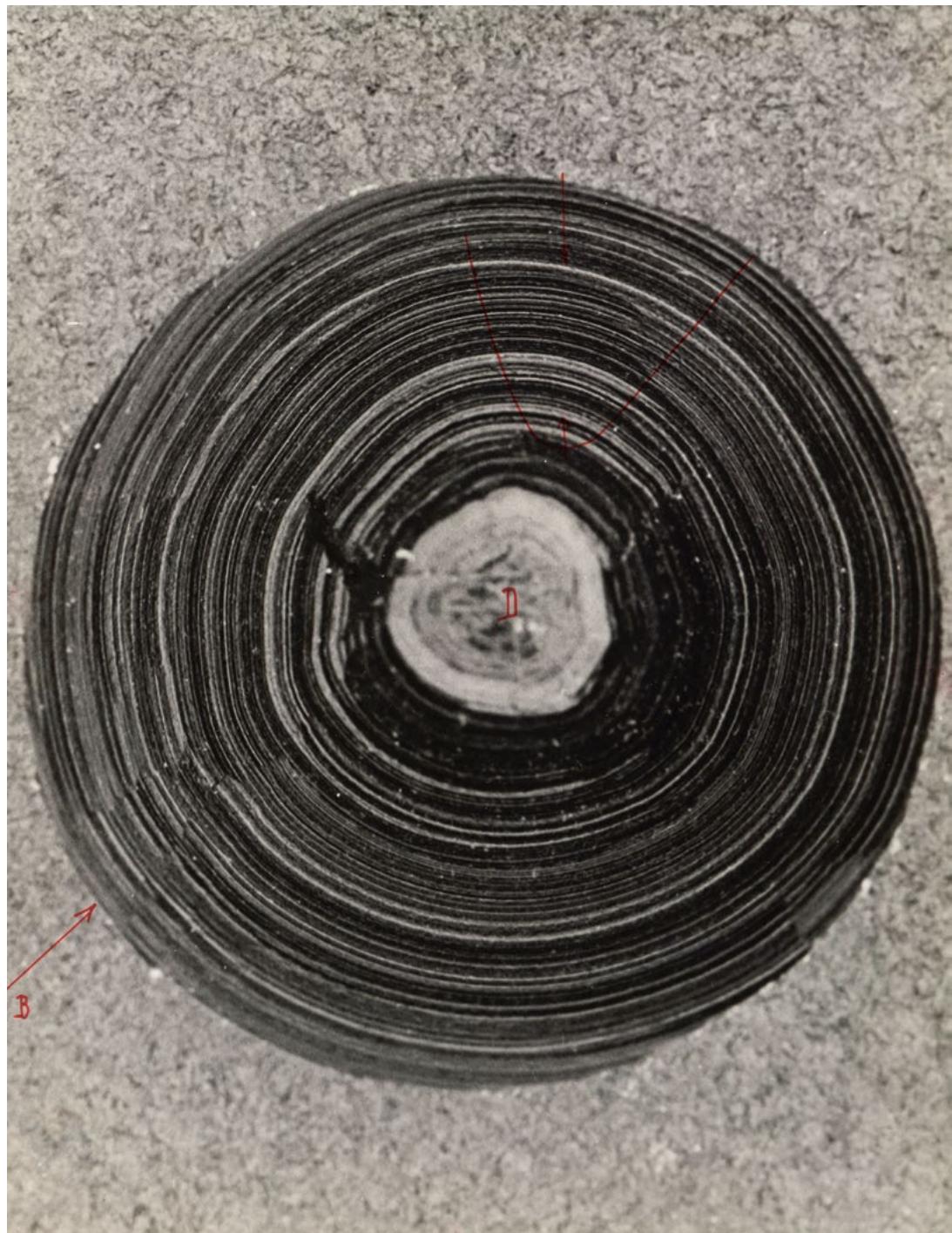


Ce pharmacien-chimiste devient l'éminence grise de la justice lyonnaise à partir de l'affaire Dumollard en 1861. Contribuant à envoyer à l'échafaud ce tueur en série, il démontre sa polyvalence expertale au fil des enquêtes. En 1878, dans l'affaire Gonon, alors que les empreintes digitales ne suscitent guère l'intérêt policier, il examine plus de soixante traces sanglantes, certaines « conserv[ant] l'empreinte des stries de la peau ». En 1882, il parvient même à débusquer un forgeur ayant sciemment fait une tache sur des chiffres falsifiés par



Martin Dumollard, considéré comme le premier tueur en série en France, est guillotiné le 8 mars 1862 pour avoir agressé et assassiné une douzaine de domestiques lyonnaises.

une combinaison de manipulations chimiques et photographiques. La vague anarchiste lui offre la véritable consécration médiatique. Mais son engagement dépasse le seul champ judiciaire. Il contribue ainsi à l'essor de l'hygiénisme, démontrant toute l'importance du drainage des cimetières. Sont aussi reconnus ses travaux sur les boîtes fumigatoires, disposées le long des rivières pour ranimer les noyés en leur injectant de la fumée par le fondement. Son rôle pionnier est redécouvert un demi-siècle après sa mort quand ses archives professionnelles sont léguées au laboratoire de police de Lyon par les époux Lecler.

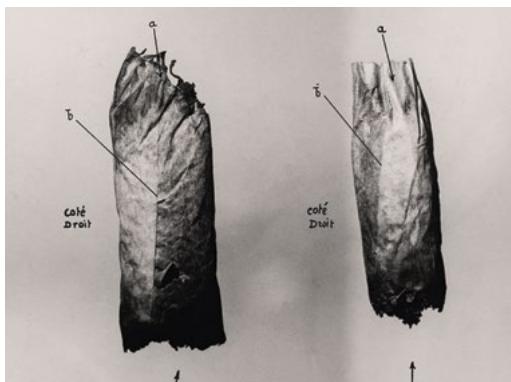


Test dans de la cire avec la mèche hélicoïdale trouvée chez le suspect Hubert en 1937. La partie délimitée en rouge, en haut de l'image, est le secteur que le professeur Maurice Muller choisit d'étudier pour la comparaison. La lettre B en bas à gauche désigne une déformation de la matière venant de l'arête de la mèche.

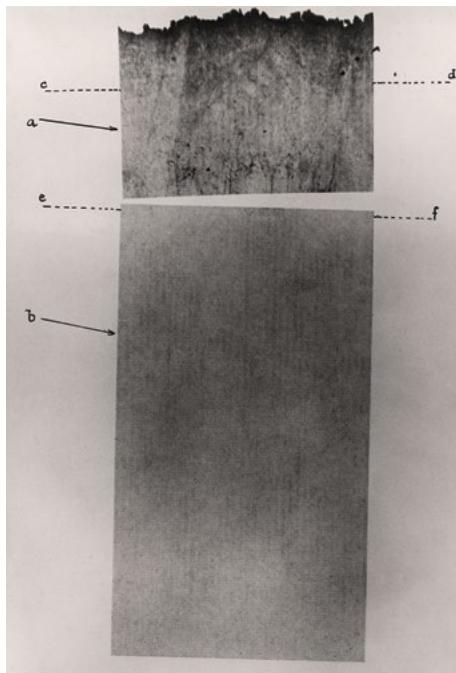
LYON, UN CAS ORIGINAL EN FRANCE ?

Ville dangereuse, Lyon peut aussi revendiquer le statut de capitale policière française à bien des égards. Avec l’École nationale supérieure de la police (ENSP) qui forme les commissaires depuis 1941, l’Organisation internationale de police criminelle (Interpol) installée dans les années 1980 et enfin le Service national de police scientifique (SNPS) polarisant la police scientifique depuis 2021, elle cumule les fonctions directives. Le lecteur serait donc tenté de passer d’un extrême à un autre, du jacobinisme traditionnel à une forme de lyonno-centrisme. À tort, encore une fois. Élargir le champ d’analyse à l’échelle française permet de prendre la juste mesure de l’exceptionnalité lyonnaise.

Commençons par éprouver la supposée précocité des affaires à teneur scientifique. La figure de Ferrand trouve des répliques à travers tout le territoire. Guépin à Nantes, Garreau à Lille, Gassend à Aix-en-Provence... sont autant de noms prouvant le rôle clé des chimistes pour imposer la science dans les prétoires. Seulement, aucun d’entre eux n’arrive à la cheville de Ferrand. Si Ange Guépin intervient dès 1843 pour expertiser des conserves alimentaires, il n’est guère sollicité ensuite par les magistrats. Arnaud Gassend, qui enseigne parallèlement à l’école d’agriculture de Valabre, occupe une place comparable à celle de son confrère lyonnais, mais à partir de la fin du XIX^e siècle seulement.



Comparaison d'une cigarette fumée par le suspect Paul Deudon (à gauche) avec l'un des mégots de cigarette retrouvés sur la scène de crime (à droite).



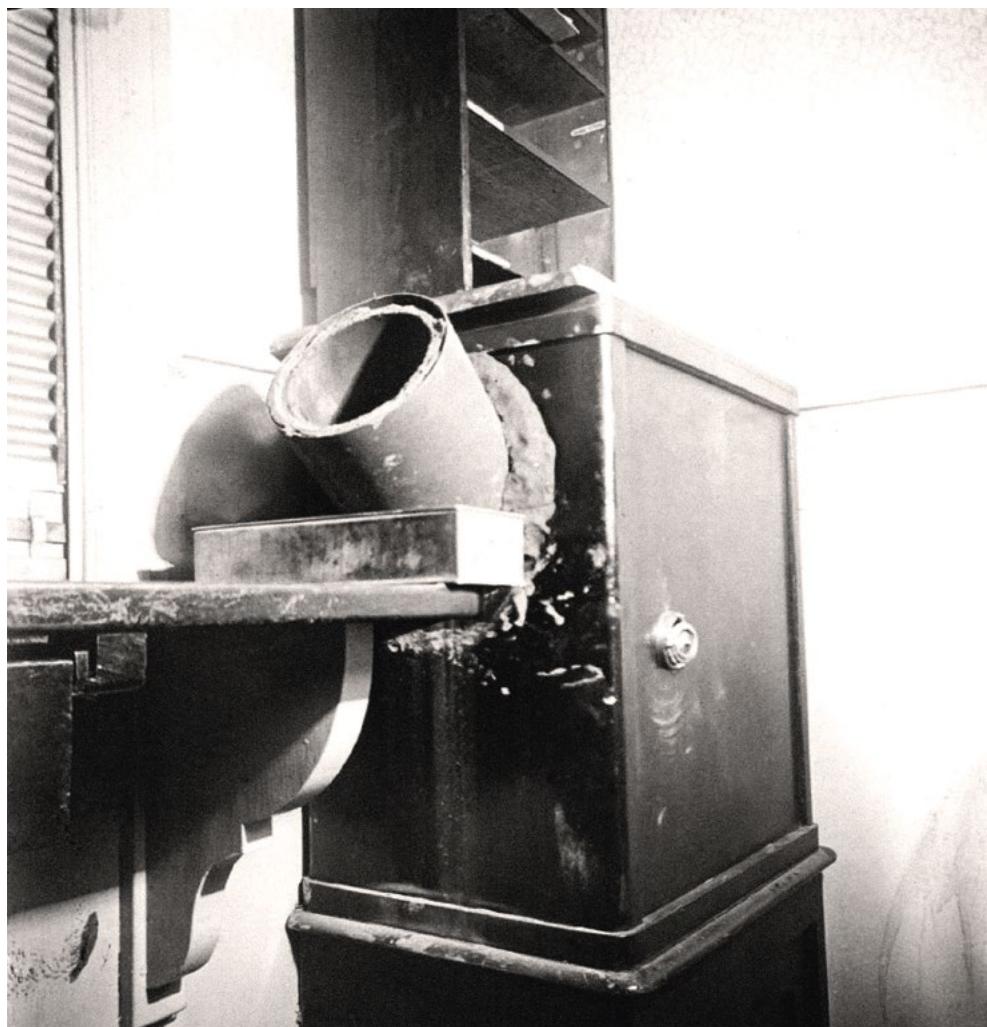
Examen de l'enroulement du papier de cigarette au motif que « la cigarette du fumeur roulant lui-même sa cigarette se trouve toujours, ou presque, fumée dans le même sens » (rapport du professeur Muller).

Quid à présent de l'inventivité des acteurs lyonnais ? Tout chercheur furetant dans les archives françaises serait à même de trouver ici et là quelques perles judiciaires. À Lille, à la fin des années 1930, deux cambriolages ponctués de meurtres permettent au professeur Muller de mettre à profit toute la palette de ses compétences. Dans l'affaire Hubert, le chef du laboratoire de police s'intéresse aux trous pratiqués dans le coffre-fort. Il va jusqu'à mesurer l'angle d'attaque de la perceuse avec un goniomètre de Miller. Lors du transport sur les lieux, le commissaire examine pour sa part des agrégats de poussière. Pour l'affaire Deudon, Muller confond le meurtrier avec un mégot de cigarette. Après avoir mis en scène une pseudo-pendaison, celui-ci a commis l'erreur de fumer, laissant à travers le mégot une double signature : le papier et la façon dont il a été roulé.

1. UNE VÉRITABLE CAPITALE ?



Photographie de profil de Paul Deudon.



Le coffre de la gare d'Hagondange en Moselle retrouvé forcé en novembre 1938. Un tube en terre réfractaire a été fixé à gauche du coffre par les malfaiteurs. Il s'agit du procédé aluminothermique, la charge de poudre étant mis dans le tube avant que celui-ci ne soit scellé. La charge est ensuite enflammée avec de la poudre de magnésium.

Du côté de Marseille, le succédané de portrait réalisé fin 1929 lors de l'affaire Bouvret pourrait faire sourire, la stratégie étant certes peu commune mais désuète. D'autres initiatives font en revanche écho à l'audace policière lyonnaise. En 1927, le juge d'instruction Coggia tente de neutraliser la défense de Mario Ramacciotti, accusé d'avoir tué sa femme et son fils, en s'appuyant sur le tout nouveau laboratoire de police. Comment se fait-il que cet ouvrier, employé à l'usine Camoin de cartes

1. UNE VÉRITABLE CAPITALE ?

à jouer, possède des mains si propres ? Aux dires du suspect, ce mystère s'expliquerait par la colle utilisée, le formol qu'elle contiendrait devant « sans doute nettoyer les ongles ». Béroud, le directeur du laboratoire, confirme finalement que les presseurs de l'usine ont en effet les ongles extrêmement propres. Non en raison du formol, en trop faible quantité dans la colle, mais car les ouvriers se frottent avec des brosses en chiendent très dures. L'expertise ne fait donc guère avancer l'enquête. D'ailleurs, la médecine légale s'intéresse depuis longtemps aux ongles. Dans une thèse de 1883, Émile Villebrun – étudiant de Lacassagne – avait ainsi démontré que chaque métier modelait les ongles. Par exemple, ceux des confiseurs deviennent gris jaunâtre et perdent tant leur souplesse que leur solidité à cause du sucre. Malgré tout, l'inspiration de Coggia s'avère remarquable, les juges n'ayant pas de formation scientifique.

Enfin, quel rayonnement ? Bien que rare, l'échange de données entre services français existe. En 1938, le laboratoire de police lyonnais verse dans ses archives un cas atypique de perçement de coffre-fort relevé par la brigade du Tigre de Strasbourg en Moselle. Dans ce procédé dit aluminothermique, « jamais employé dans notre région jusqu'à présent », un tube de terre entouré de tôle est fixé sur le côté du coffre. Une charge de poudre est ensuite placée dans le tube, puis enflammée. Outre cette mise en commun des savoirs, les laboratoires de police s'influencent entre eux. Celui de Marseille ayant été fondé en 1927 par un élève de Locard, les appareils scientifiques comme les techniques d'analyse sont d'origine lyonnaise. L'inventaire établi en 1945 révèle ainsi la présence d'un hastoscope, microscope de balistique inventé à Lyon. L'influence s'observe également du côté lillois et toulousain où les deux laboratoires sont établis en 1933 et 1943, mais moins à l'instigation de Locard que sur ses conseils.

Hâtons-nous toutefois de préciser que Paris reste un contre-point majeur du rayonnement lyonnais. Quand le physicien Edmond Bayle prend les rênes de l'Identité judiciaire en 1921, il insuffle un puissant renouveau quant aux analyses physico-chimiques, mettant notamment au point un chromoscope et un spectroscope. Tout aussi renfrogné à l'égard de Locard



Reconstitution du crime lors de l'affaire Ducros, en 1931, dans la région toulousaine. L'accusé, âgé de 16 ans, est finalement acquitté car il n'aurait pas agi avec discernement. Il sera envoyé dans une colonie pénitentiaire jusqu'à l'âge de 21 ans, soit la majorité en France.

que ne l'était son prédécesseur Bertillon, il assoit la mainmise parisienne dans le grand Ouest. En 1923, le juge de Morlaix le commet pour expertiser la machine à écrire de l'affaire Seznec. En 1931, un magistrat de Vannes fait de même pour identifier les taches de sang d'un sabot. Voilà pourquoi le projet d'un laboratoire nantais achoppe en 1931. Le commissaire central juge alors que reprendre le modèle lyonnais n'offrirait guère d'intérêt : la criminalité bretonne reste modérée et, pour les cas graves, il est possible « de faire appel aux expertises du service compétent à Paris ».

Enfin, au-delà de l'influence parisienne, il ne faudrait pas négliger les dynamiques locales. À Toulouse, la création d'un laboratoire de police en 1943 consacre trente ans de réformes. En 1909, un premier projet est établi par le commissaire Tomps. En 1937, son successeur cherche à doter le service anthropométrique « d'un appareil photographique permettant de se déplacer à n'importe quel moment et dans n'importe quel lieu ». À Strasbourg, où la mémoire des médecins légistes Fodéré et Tourdes – le maître de Lacassagne – reste vivace, la tentation d'imiter Lyon se heurte à la culture locale. Quand Camille Simonin prend la suite de Paul Chavigny à la tête de l'institut médico-légal (IML) strasbourgeois en 1938, il met en suspens le projet de laboratoire de

1. UNE VÉRITABLE CAPITALE ?

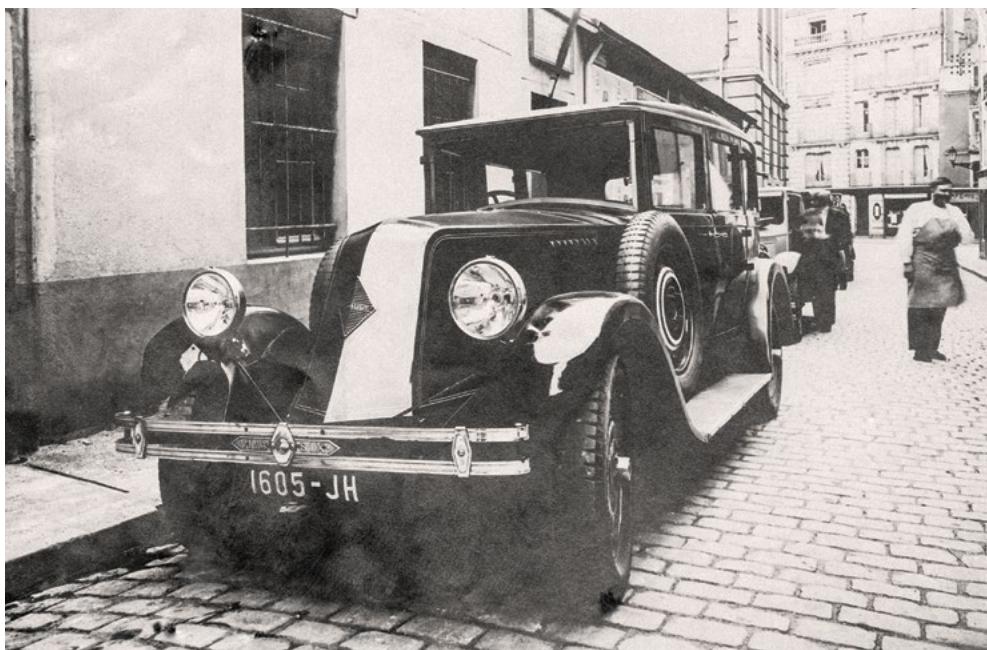


Marcel Nicolay aux côtés de sa femme quelques mois avant le meurtre (à gauche) et son corps placé à la verticale contre un arbre en novembre 1929 (à droite). Le croquis permet, après avoir recueilli des témoignages, d'identifier l'individu ayant été vu avec Nicolay avant sa mort.

police par peur que la médecine légale soit inféodée au ministère de l'Intérieur.

AFFAIRE BOUVRET : MEURTRE – NOVEMBRE 1929

Le 24 novembre 1929, les gendarmes d'Istres découvrent un cadavre au bord d'une route. Encore tiède, il présente deux orifices de projectiles dans la tête. Élément des plus troublants, aucune trace de lutte ne peut être relevée, la victime portant encore sa montre ainsi qu'un porte-mine plaqué or. Sur le revers des vêtements, l'adresse d'un tailleur nantais et le nom de Nicolay

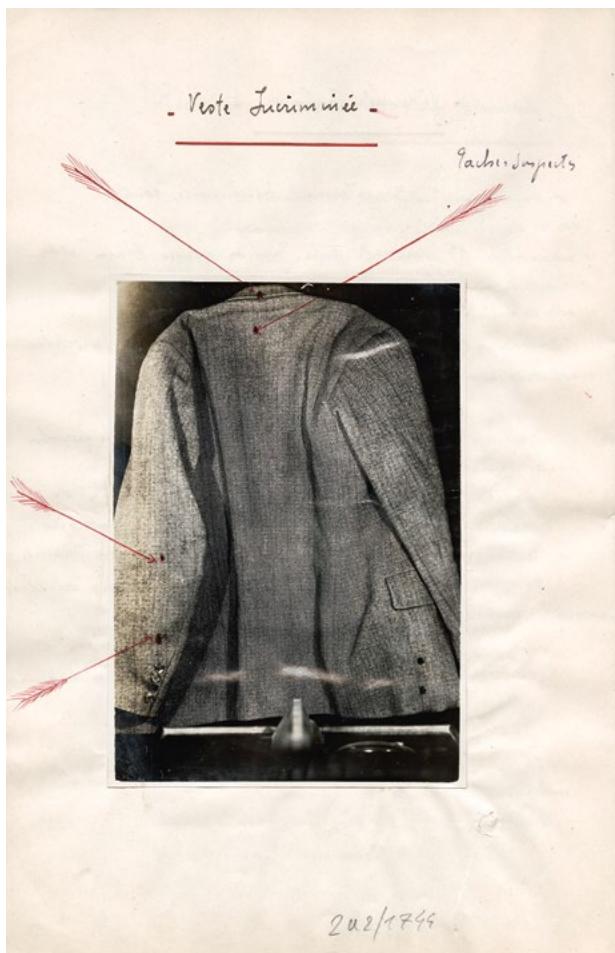


Voiture de
Nicolay volée
par Bouvret.

permettent une amorce d'identification qu'un appel à témoin diffusé dans la presse locale précisera. Quelques jours plus tard, à Marseille, la directrice de l'hôtel de Rome reconnaît son client, un négociant en mode arrivé quatre jours plus tôt. Durant son séjour, Marcel Nicolay aurait été vu à plusieurs reprises avec un homme amputé de deux doigts et vêtu d'un costume d'aviateur. Un croquis permet de fixer le visage particulièrement anguleux de cet homme dont la description commence à être diffusée dans la région par la police mobile de Marseille. Celle-ci finit par apprendre que, peu après le meurtre, la voiture de Nicolay a été verbalisée à Nîmes pour défaut de permis de conduire. Un certain Laplanche, aviateur à Istres, étonnement « pâle et tremblant », n'a pu justifier la possession du véhicule, présentant en lieu et place du permis une carte professionnelle qui s'avérera avoir été volée.

Profitant de son avance, bien aidé par les dix-sept chevaux de sa Renault, le suspect n'est appréhendé que le 29 novembre par la gendarmerie de Villeneuve-le-Roi en région parisienne. Nanti des papiers de la victime, de sa gabardine ensanglantée

1. UNE VÉRITABLE CAPITALE ?



Expertise de la gabardine de Paul Bouvret par le laboratoire de police de Marseille. La photographie de droite montre le suspect enfiler ce vêtement sur un costume d'aviateur.

ainsi que d'un revolver automatique calibre 6/35, il se confond en explications maladroites. Béroud, le directeur du laboratoire de police de Marseille, ne peut confirmer qu'il s'agit du même revolver, pas plus qu'il ne parvient à identifier la nature humaine du sang de la gabardine, étant donné sa trop faible quantité. La justice se repose donc entièrement sur les témoignages.

Il s'avère finalement que Paul Bouvret, le meurtrier, est un sans domicile fixe, « anormal psychique, déséquilibré, instable, impulsif, avec tendances mythomaniaques », suivant le rapport établi lors de son bref passage à la Légion étrangère. S'inventant un passé d'aviateur de la Grande Guerre, il avait été arrêté en 1918 à Marseille pour vol et port illégal d'uniforme et de décoration.

Après avoir rencontré Nicolay à Avignon, il s'était lié d'amitié avec lui. Le représentant de commerce avait ainsi déclaré à ses proches que « son ami était un aviateur des plus capables » et qu'il l'emmènerait « peut-être jusqu'à Nantes avec son appareil ». Le meurtre avait été commis alors que les deux hommes rejoignaient l'aérodrome d'Istres. Condamné à mort en octobre 1931, Bouvret continuera à se battre comme un beau diable, accusant même la veuve Nicolay d'un « silence coupable ». Il sera finalement gracié par le général de Gaulle en février 1946, peu avant le passage à la IV^e République, sur la base de son état mental et donc de sa « responsabilité atténuée ». Sa peine sera alors commuée en travaux forcés à perpétuité en Guyane.

FOCUS TECHNIQUE : LE PORTRAIT-ROBOT

Avec la démocratisation de la presse vient l'idée de diffuser les portraits d'individus recherchés. Le premier cas recensé serait Percy Lefroy Mapleton, auteur d'un meurtre sur le Londres-Brighton. En 1881, le *Daily Telegraph* publie son croquis à partir des souvenirs d'une connaissance. Mais deux ans plus tôt, *Le Petit Parisien* diffusait déjà le portrait de l'élève pharmacien Arnold Walder soupçonné d'un double meurtre faubourg Saint-Honoré. Il sera finalement condamné par contumace. Ce précédent laisse des traces. Ainsi, au début du xx^e siècle, la presse parisienne prend l'habitude de publier les croquis des malfaiteurs à partir de leur photographie face-profil. La bascule vers le portrait-robot s'opère dans les années 1950. L'inventeur Roger Dambron obtient une médaille au concours Lépine pour son jeu des « photos-robots » qui repose sur le découpage d'images. Au même moment, Pierre Chabot du Service régional de police judiciaire (SRPJ) lillois revendique également la paternité de cette technique qu'il finira par baptiser « portrait-robot » lors de l'affaire Robert Avril en 1955. Cet élève de Locard aurait même eu l'idée dès 1949, alors qu'il dirigeait le SRPJ de Lyon, après être allé voir au cinéma *La Cité sans voile*².

2. Jules Dassin.

FIGURES DE LA POLICE SCIENTIFIQUE

2. GEORGES BÉROUD (1897-1967)



Médecin légiste de formation, il intègre le laboratoire de police de Lyon en 1922. Il se spécialise rapidement dans la graphologie, soutenant finalement une thèse sur l'expertise des faux en écriture par altération. Locard en fait alors son poulain pour son projet de laboratoire de police à Marseille. En 1927, Béroud s'impose dans la douleur, esquivant vaille que vaille les coups du puissant syndicat des médecins de Marseille

offusqué d'avoir été averti du projet par voie de presse. Il déjoue ainsi les pronostics du commissaire central de la ville, jugeant son « tempérament trop différent du nôtre dans la lutte pour la vie ». Il surprend donc par sa longévité à ce poste, n'étant écarté qu'en 1947 suite à une réforme nationale. Il conserve néanmoins son prestige, montant même à Aix-en-Provence un laboratoire privé concurrent du laboratoire officiel. Le fiasco de l'affaire Marie Besnard, en 1952, met un terme définitif à sa carrière.